



Changements climatiques et paludisme

Contexte

La Journée mondiale de l'environnement célébrée le 5 juin 2023 était une occasion de réfléchir sur les implications de la dégradation de l'environnement sur la santé humaine. Nous nous sommes particulièrement attelés à élucider les liens entre les changements climatiques et le paludisme en Afrique. De cette élucidation, il en ressort que l'augmentation des températures à l'échelle mondiale pourrait compromettre la possibilité d'éliminer le paludisme en tant que menace de santé publique en Afrique subsaharienne.

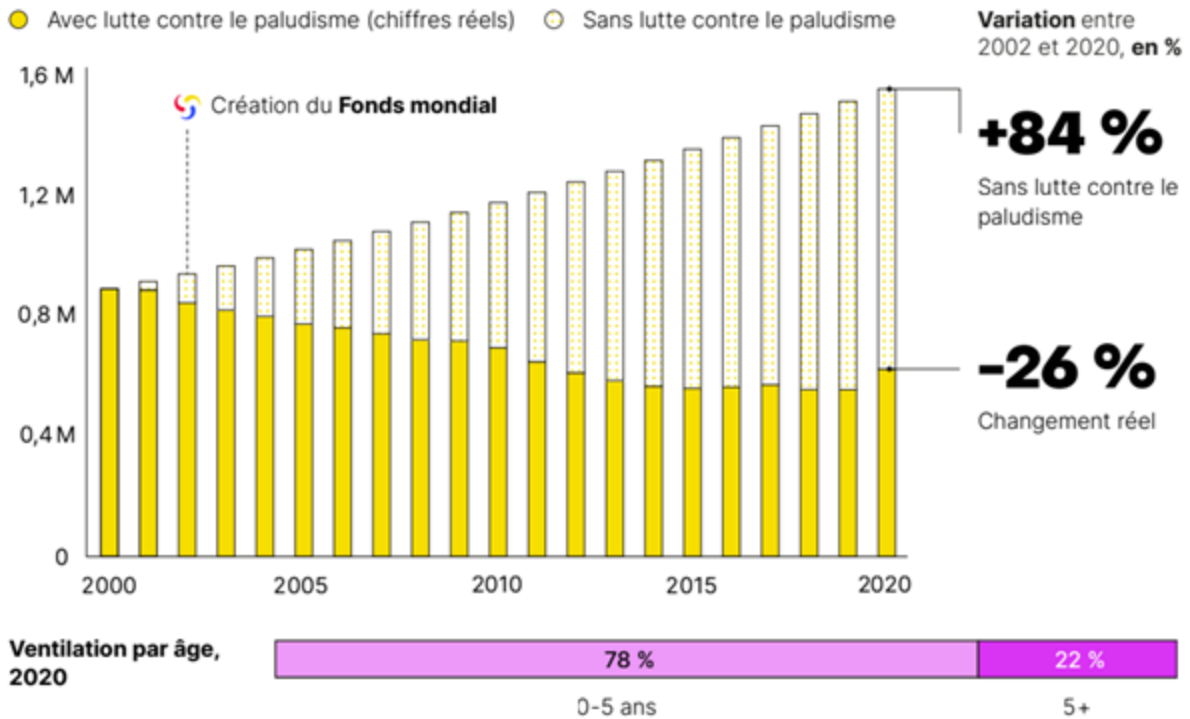
Avant de mettre en lumière cette relation de cause à effet, rappelons brièvement à quel niveau se trouve actuellement la lutte contre le paludisme. Cela permettra sans doute de mieux comprendre ce qui est à perdre et pourquoi la lutte contre les changements climatiques est inextricablement une lutte contre le paludisme, c'est-à-dire une lutte pour la préservation de la vie de milliers de personnes.

État des lieux de la lutte contre le paludisme

Depuis 2002, date de création du Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, d'importants progrès ont été réalisés dans la lutte contre le paludisme. Les pays les plus fortement touchés par cette maladie ont enregistré des diminutions importantes en ce qui a trait aux nombres globaux de décès et sont parvenus à abaisser leurs taux d'incidence. En effet, dans les pays où le Fonds mondial investit, le nombre de décès imputables au paludisme a diminué de 27 % entre 2002 et 2021. Le taux d'incidence a diminué de 28 %, et le taux de mortalité de 48 % depuis 2002.

Tendances des décès imputables au paludisme

Dans les pays où le Fonds mondial investit

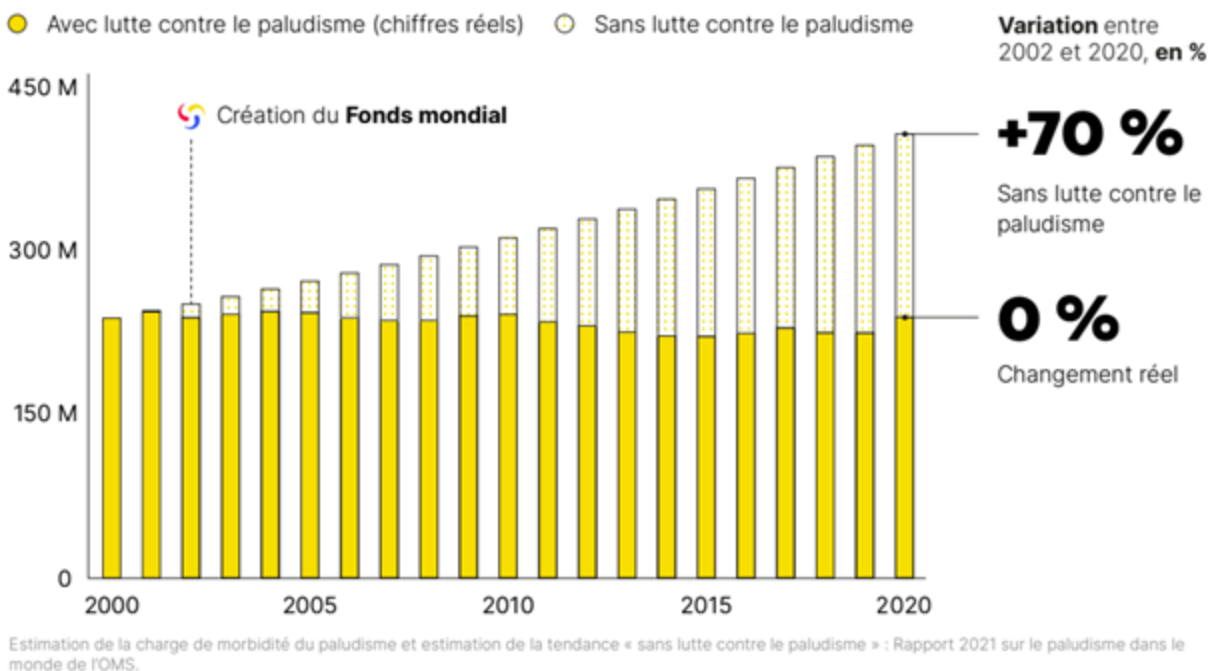


[Rapport 2022 sur les résultats p. 49](#)

Signalons qu'en l'absence des différentes initiatives combinées de lutte contre le paludisme à l'échelle mondiale, le nombre de décès aurait augmenté de 91 % et le nombre de cas de 76 % au cours de la même période.

Tendances des cas de paludisme

Dans les pays où le Fonds mondial investit



[Rapport 2022 sur les résultats p. 49](#)

Ces multiples avancés qui augurent la possibilité de mettre un terme au paludisme en tant que menace de santé publique, notamment en Afrique où la maladie sévit le plus, sont loin d'être garantis. Les changements climatiques peuvent entraver, voire anéantir tout le travail réalisé et les succès obtenus jusqu'à présent. En fait, à en croire Peter Sands, le Directeur Exécutif du Fonds mondial, « [la prochaine crise sanitaire mondiale ne sera peut-être pas une nouvelle pandémie causée par une nouvelle infection respiratoire. Au contraire, nous pourrions voir le changement climatique accroître considérablement la menace d'une maladie infectieuse existante, par exemple le paludisme, une maladie qui tue un enfant chaque minute de chaque jour.](#) »

L'incidence des changements climatiques sur la lutte contre le paludisme

S'il est vrai que le lien entre les changements climatiques et le paludisme est complexe et pas encore parfaitement compris ; s'il est vrai que la propagation de la maladie dépend de plusieurs facteurs (conditions socioéconomiques, systèmes d'assainissement, méthodes agricoles, accès aux soins de santé, etc.), il est cependant largement établi aujourd'hui que la crise climatique a un impact direct sur l'éclosion ou le développement des maladies infectieuses.

Certaines études suggèrent que le [changement climatique pourrait entraîner la modification des systèmes hydrauliques de la terre, favoriser la reproduction des moustiques vecteurs du paludisme](#) en créant des conditions environnementales plus favorables à leur survie, prolifération et, partant, à la transmission de la maladie. Des températures plus élevées allongeraient surtout la fenêtre de transmission du paludisme, nous dit [une étude publiée récemment dans The Lancet](#).

Plus singulièrement, le réchauffement climatique pourrait modifier les zones géographiques où le paludisme est présent, en provoquant des déplacements des populations de moustiques. [La prolifération des moustiques porteurs du paludisme, induite par l'augmentation des températures, des précipitations et de l'humidité, favoriserait une augmentation de la transmission vers des zones encore non impaludées.](#)

En fait, il y a manifestement un risque croissant de transmission dans les zones jusqu'ici impaludées, dans les zones où la maladie a été contrôlée voire éradiquée, ainsi que dans les zones considérées comme à faible risque. [Une étude](#) menée par les chercheurs de l'Université de Georgetown indique que ce qui est présenté précédemment comme une prédiction, un cas hypothétique, une sorte de schéma à venir est déjà en train de se produire en Afrique. Ils démontrent que face au réchauffement climatique, de nombreuses espèces tropicales, y compris les arthropodes vecteurs de plusieurs maladies infectieuses, se sont déplacées vers des latitudes et des altitudes plus élevées. Ces déplacements seraient compatibles avec la vitesse locale du changement climatique récent et pourraient contribuer à expliquer l'incursion de la transmission du paludisme dans de nouvelles zones au cours des dernières décennies. À l'évidence, [le changement climatique pourrait affecter la répartition des hôtes et des réservoirs du paludisme, ce qui pourrait à son tour avoir des conséquences sur la transmission de la maladie.](#)

À y regarder de près, les effets du changement climatique sur la santé publique se feront surtout sentir par des modifications des interventions plutôt que par une expansion de la propagation des maladies. Par exemple, l'augmentation des températures nocturnes pourrait avoir un effet sur le temps que les gens passent dans les moustiquaires.

Au regard de ce qui précède, la lutte contre les changements climatiques apparaît singulièrement comme une lutte contre le paludisme. Cette équation s'avère d'autant plus nécessaire qu'elle permettrait de lutter plus largement contre ce qui s'apparente à un racisme environnemental, une injustice écologique.

Changements climatiques et racisme environnemental

Le racisme environnemental, également connu sous le nom de racisme écologique ou d'injustice environnementale, fait référence à l'impact disproportionné des risques environnementaux sur les communautés de couleur/racisées, les communautés indigènes et les communautés à faible revenu. Il se produit lorsque les processus décisionnels relatifs entre autres à la gestion des changements climatiques, l'élimination des déchets dangereux, à l'implantation des installations industrielles et à l'application des réglementations environnementales entraînent des dommages environnementaux et des disparités en matière de santé selon des critères raciaux et socio-économiques. Le racisme environnemental est une forme de racisme systémique qui perpétue les inégalités sociales, entraîne des disparités en matière de santé et compromet la durabilité de l'environnement. Pour lutter contre le racisme environnemental, il faut adopter une approche globale et intersectionnelle de la justice environnementale et veiller à ce que les communautés les plus touchées aient leur mot à dire dans les processus décisionnels qui ont une incidence sur leur santé et leur bien-être.

Pourquoi parler de racisme environnemental ? Tout simplement parce que ce sont les populations et pays qui ont le moins contribué au réchauffement climatique qui en payeront le lourd tribut. Autrement dit, nous ne sommes pas tous égaux devant les causes et les conséquences du réchauffement climatique. Nous sommes encore moins égaux devant la pandémie qui s'annonce. Si les pays riches peuvent échapper, contourner ou retarder les dégâts de la catastrophe climatique annoncée, les pays pauvres la subiront de plein fouet. C'est en ce sens qu'il faut également lire Peter Sands, lorsqu'il affirme :

« Comme toujours, ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont les plus exposés à cette [changement climatique]. Il existe déjà un chevauchement presque parfait entre les communautés désignées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) comme "très vulnérables au changement climatique" et celles qui sont le plus durement touchées par le paludisme. Quatre-vingt-quinze pour cent des infections paludéennes et 96 % des décès dus au paludisme surviennent dans la région Afrique de l'Ouest, la région la plus vulnérable mondiale de la santé. Les enfants de moins de cinq ans représentent plus de 80 % des décès, les femmes étant les adultes les plus exposées. »

Source : <https://www.forbes.com/sites/petersands/2023/05/05/felled-by-a-warming-world-will-malaria-become-a-pandemic/?sh=4a539a732c9c> .

Si un retour du paludisme en Europe peut s'avérer préoccupant, force est cependant de constater que « [la région dispose de systèmes de santé relativement avancés et en ressentirait donc moins l'impact que dans des endroits où les systèmes de santé sont déjà mis à rude épreuve et manquent de ressources](#) », indique à nouveau Peter Sands.

Au-delà du paludisme, c'est tout le système sanitaire des pays africains, déjà précaire et vulnérable, qui est aujourd'hui en sursis. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de l'ONU ([GIEC](#)) rappelle constamment la nécessité de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C d'ici la fin de ce siècle afin d'éviter la catastrophe totale. Pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, les émissions de gaz à effet de serre doivent culminer avant 2025 au plus tard et diminuer de 43% d'ici 2030.

Dans ce contexte, les tâtonnements, les atermoiements, les ajournements, les refus par les pays riches, principaux responsables de la crise environnementale, d'engager des actions adéquates pour limiter le réchauffement climatique s'apparente ni plus ni moins qu'à une situation de non-assistance à personne en danger, à une scène de crime différée. Bref, lutter contre les changements climatiques c'est non seulement lutter contre le paludisme, mais c'est également refuser que ces changements ne deviennent le théâtre d'un racisme environnemental qui condamnerait à mort de millions d'africains et de démunis, au demeurant étrangers ou très peu responsables de la crise environnementale.

Précisons pour terminer que la lutte contre le réchauffement climatique ne saurait dispenser les États de la nécessité d'investir, ici et maintenant, dans des systèmes de santé plus efficaces et plus résistants. Les systèmes de surveillance des maladies, les laboratoires, les chaînes d'approvisionnement, un éventuel vaccin, l'implication de la société civile et des communautés, l'accès au soin de santé, les agents de santé communautaires font aussi partie de la solution pour vaincre le paludisme. Cette architecture est essentielle pour détecter et réagir à tout futur agent pathogène ayant un potentiel pandémique.

[Read More](#)
